

Les industriels défendent le gaz de schiste

Alors que l'Etat s'apprête à interdire l'exploitation des gaz de schiste, Total et GDF Suez, jusqu'à présent silencieux, montent au créneau pour faire entendre leur voix.

Si l'Etat semble bien décidé à enterrer les projets d'exploitation de gaz et huile de schiste, il n'en va pas de même pour les industriels. Après Total et le secteur pétrolier, c'est désormais au tour du PDG de GDF Suez, Gérard Mestrallet, de s'exprimer sur le sujet. Dans les colonnes des Echos, le dirigeant regrette que «la France tourne la page des gaz de schiste avant de l'ouvrir».

Le gouvernement vient en effet de faire volte-face sur le sujet. Face à une mobilisation grandissante contre l'exploitation de ces gisements aux effets potentiellement néfastes pour l'environnement, le premier ministre a demandé mercredi l'annulation des permis de recherche. En mars 2010, Jean-Louis Borloo, alors ministre de l'Ecologie, avait autorisé la recherche de ces gaz «non conventionnels» dans le sous-sol français : trois permis avaient été attribués, l'un à Total et deux autres au groupe Texan Schuepbach, associé à GDF Suez.

Impact sur les prix

Il n'est pas certain toutefois que les industriels en restent là. Ils surfent sur la hausse des prix des carburants pour justifier une poursuite de la recherche dans ce domaine. Le PDG de GDF Suez argue ainsi dans Les Echos que «la France gèle les prix du gaz d'un côté et de l'autre refuse de produire des gaz de schiste. Je rappelle que si le gaz naturel n'est pas cher aux Etats-Unis, c'est grâce aux gaz non conventionnels».

Même son de cloche chez Total. Dans un récent entretien au Parisien-Aujourd'hui en France, le PDG du groupe pétrolier, Christophe de Margerie a estimé que les prix de l'essence vont continuer à flamber pour atteindre 2 euros le litre de super et que cette évolution rend nécessaire la recherche d'autres sources d'énergie. Il cible en particulier les gaz de schiste : «On ne peut pas d'un côté défendre la sécurité de l'approvisionnement en France, et de l'autre, interdire la prospection de ces fameux gaz de schiste. Comment peut-on prendre une décision définitive sans même savoir si ce gaz est présent dans le sol français et s'il est exploitable?»

Une exploitation «propre» est possible

De même, Gérard Mestrallet prône une poursuite des recherches, également sur les méthodes d'extraction de ces gaz. «Conclure que jamais on ne pourra mettre au point des technologies propres permettant d'exploiter des gaz de schiste, il y a un pas en tant que scientifique que je ne franchirais pas», déclare le dirigeant. Total va plus loin. Bruno Courme, directeur de Total Gas Shale Europe, la filiale du groupe pétrolier dédiée au gaz de schiste, se dit «certain de pouvoir proposer une exploitation «propre» des gaz de schiste».

Une technologie plus propre, et moins controversée, pourrait amener le premier ministre, actuellement opposé à l'exploitation des gaz de schiste, à réviser sa position: «Il n'est pas question de fermer la porte à des progrès technologiques qui permettraient demain d'accéder à de nouvelles ressources énergétiques», a en effet souligné François Fillon lors de son discours en faveur de l'annulation des permis déjà attribués. Une mission de recherche scientifique sur les possibilités d'exploiter ces gisements avec d'autres technologies se poursuit actuellement.

Pas d'alternative crédible pour le moment

Sauf que cela pourrait prendre du temps. Interrogé par lefigaro.fr, Total reconnaît que, pour l'heure, il n'y a pas d'alternative à la technique de fracturation hydraulique mise en place par le texan Haliburton. Un procédé efficace mais aux effets notoirement nocifs pour l'environnement. Cette

méthode vise à créer de petits tremblements de terre à plus de 2000 mètres de profondeur avant d'injecter de grandes quantités d'eau et de produits chimiques pour extraire les combustibles. Le film choc Gasland, nommé aux Oscars 2011 - qui a eu un effet notable sur les mouvements de contestation - démontre concrètement quelles peuvent être les conséquences sur l'eau potable, la qualité de l'air et la santé publique de cette méthode d'extraction.

Cap sur l'étranger

Et en France, une «journée nationale de mobilisation» contre les gaz de schiste doit avoir lieu ce week-end. Il se pourrait alors que les industriels se tournent vers l'étranger. Total vient d'ailleurs de finaliser un accord avec CNPC-PetroChina pour exploiter un gisement de gaz non conventionnel en Mongolie intérieure et le groupe possède deux permis d'exploration pour du gaz de schiste au Danemark et six autres en Argentine. Reste à savoir si l'impact écologique d'une même technique est différent d'un pays à l'autre.